Caste, propriété et inégalités en Inde

par Jules Naudet

Pourquoi l'Inde, comme ce fut le cas en Europe, en Chine ou au Japon, n'a-t-elle pas amorcé dès la fin du XVIII^e^ siècle une transition vers des « sociétés de propriétaires » et l'estompement des inégalités de caste ? La présence coloniale britannique en a décidé autrement.

Dans son ouvrage, Thomas Piketty mobilise le cas de l'Inde pour étoffer deux des principales réflexions autour desquelles est construit son ouvrage. La première renvoie à l'affirmation que « chaque régime inégalitaire repose au fond sur une théorie de la justice » (p. 837). Piketty aborde ainsi la théorie de la justice dans sa version indienne en plaçant au cœur de son analyse l'institution de la caste (chapitre 8 : *Sociétés ternaires et colonialisme : le cas de l'Inde*). La seconde, plus ancrée dans le XX^e^ et le XXI^e^ siècles, pose la question des conditions rendant possible la formation de coalitions redistributives. Là encore, c'est la question de la caste qui est au centre de ses réflexions, que ce soit par une attention aux politiques de quotas en faveur des groupes de basses castes (réservations) qui ont été le produit de ces coalitions égalitaires ou par une analyse du rôle de la caste dans les dynamiques électorales (chapitre 16 : *Social-nativisme : le piège identitaire postcolonial*).

Caste et sociétés ternaires

Il est tout d'abord important de souligner que Thomas Piketty, bien que n'étant pas spécialiste du sous-continent, réalise un véritable tour de force dans ces deux chapitres en parvenant à offrir un magistral panorama de la trajectoire politique de l'Inde depuis l'expédition

de Vasco de Gama à la fin du XVe[e] siècle jusqu'à aujourd'hui. On en recommandera donc la lecture à celles et ceux qui souhaiteraient une première introduction à l'histoire de ce pays offrant régulièrement des points de comparaison avec d'autres cas nationaux plus familiers. Cette analyse alliant comparaison internationale et longue durée offre en effet des clés utiles pour penser la façon si particulière par laquelle l'Inde a « structur[é] idéologiquement et institutionnellement les inégalités sociales » (p. 61). Outre la présentation de travaux de seconde main sur les idéologies de justification des inégalités par la caste, Piketty offre des données inédites sur les inégalités indiennes dans une perspective comparative.

Sur ce dernier point, sa contribution la plus originale consiste sans doute en la comparaison des effectifs du clergé et de la noblesse en Europe avec ceux des Brahmanes et des Kshatriyas en Inde, deux groupes qu'il décrit comme les « anciennes classes de prêtres et de guerriers » (p. 396-399, voir aussi ses réflexions sur la comparaison des clergés p. 106). Ces deux groupes constitueraient le socle de la justification des inégalités dans les sociétés dites ternaires, « la catégorie de régime inégalitaire la plus ancienne et la plus répandue dans l'histoire » (p. 71) reposant sur la division fonctionnelle entre le clergé, la noblesse et le tiers état. Dans de telles sociétés, les élites religieuses répondent à un « besoin de sens » et les élites militaires à un « besoin de stabilité » (p. 81-83) tandis que le reste de la société prend à sa charge les fonctions de production. Piketty souligne la nécessité d'étudier les conditions de leur transformation et de leur disparition (p. 83).

Il remarque que les classes dirigeantes, dans leur dimension religieuse et militaire, étaient nettement plus nombreuses en Inde qu'en France ou en Grande Bretagne (graphique 8.3. p. 398) mais que leur poids numérique se rapproche de celui d'autres sociétés européennes comme l'Espagne, le Portugal, la Pologne ou la Hongrie. Cette similitude, en termes de poids numérique, des classes dirigeantes en Europe et en Inde lui permet d'appuyer son argument de la proximité des sociétés trifonctionnelles indiennes et européennes.

Éviter la tentation de l'exceptionnalisme indien

Cette comparaison audacieuse, si elle pose des questions de méthode relatives à la comparabilité des objets (que nous ne pouvons aborder ici), est symboliquement importante car elle permet de sortir de l'impasse de l'exceptionnalisme indien[1], c'est-à-dire de la prénotion selon laquelle la société indienne serait si radicalement différente des sociétés européennes, notamment du fait d'une idéologie de la hiérarchie construite autour de l'idée de caste, que sa compréhension nécessiterait le recours à des catégories d'analyse propres à ce pays. Certes, Georges Dumézil avait déjà ouvert la possibilité de cette comparaison sur le plan du mythe, mais la réappropriation de son cadre comparatif avait paradoxalement contribué à singulariser

[1] Jodhka, Surinder S. "Ascriptive hierarchies: Caste and its reproduction in contemporary India." *Current Sociology* 64.2 (2016): 228-243.

davantage l'Inde en soulignant l'exceptionnalité du seul pays ayant supposément conservé un système trifonctionnel. En revisitant ses thèses dans une perspective davantage matérialiste, Thomas Piketty ouvre ainsi une voie pour penser autrement la singularité de la trajectoire indienne.

Prenant ses distances avec l'approche fixiste et essentialisante de Louis Dumont (p. 379), il opte ainsi pour une autre stratégie comparative, postulant l'existence d'un socle commun, au moins aux sociétés dites « trifonctionnelles », des structures de domination. Sans s'y référer explicitement, il réinvestit ainsi le projet wébérien d'une sociologie des formes universelles de la domination. C'est pourquoi l'on est surpris de le voir un peu hâtivement caractériser le projet de Max Weber d' « anhistorique » (p. 379), alors même que, malgré ses limites, l'œuvre de Weber offre des outils extrêmement précieux pour penser le changement social dans une perspective comparée.

L'analyse menée par Piketty permet néanmoins de battre en brèche l'idée d'une Inde figée dans la rigidité de son système des castes : « les *varnas* hindous aux XVIIe et XVIIIe siècles n'étaient pas plus figés que les classes et les élites européennes de l'époque médiévale, de la Renaissance ou de l'Ancien Régime. Il s'agissait de catégories flexibles permettant à des groupes guerriers et religieux de justifier leur domination et de décrire un ordre social aussi durable et harmonieux que possible mais qui, dans les faits, évoluait en permanence en fonction des rapports de force entre groupes sociaux » (p. 382-383).

À suivre Thomas Piketty, le registre trifonctionnel de la justification des inégalités aurait structuré bien plus durablement les inégalités en Inde que cela n'a été le cas en Europe, qui a amorcé dès la fin du XVIII^{e} siècle une transition vers des « sociétés de propriétaires » (chapitre 5). Même s'il laisse entrevoir différents scénarios possibles, Piketty souligne que l'évolution la plus probable de la société indienne aurait été une tendance à l'estompement des inégalités statutaires sous l'influence du processus de centralisation étatique, comme cela a pu être le cas en Europe, en Chine ou au Japon (p. 383). Piketty attribue principalement ces différences de trajectoires au fait colonial. Mobilisant les travaux de Nicholas Dirks et de Susan Bayly, il réinvestit la thèse classique d'une rigidification des hiérarchies à la période coloniale, au profit principalement des castes brahmanes sur lesquelles les Britanniques se sont fortement appuyés pour consolider leur domination. La perpétuation de cette suprématie brahmanique aurait en outre été renforcée par leur capacité à se marier, leur permettant ainsi de constituer « une véritable classe sociale à part entière » (p. 384). Cette dimension héréditaire a rendu ainsi plus difficile l'abolition de leurs privilèges, là où le célibat des prêtres avait fragilisé la classe cléricale européenne et rendu possible « l'expropriation des monastères au Royaume-Uni au XVIe siècle ou la nationalisation des biens du clergé en France à la fin du XVIIIe siècle » (p. 384).

L'Inde contemporaine face au piège identitaire

Piketty poursuit sa discussion de la trajectoire indienne à travers le récit d'une démocratie qui « est progressivement passée d'un système de parti quasi-hégémonique lié à l'indépendance (où le Parti du Congrès obtenait un soutien massif au sein de toutes les classes sociales, des plus basses aux élites[2]) à un système de partis de type « classiste », au sens où les nationalistes hindous du Bharatiya Janata Party (BJP) ont capté de façon disproportionnée le soutien des castes les plus élevées, alors que le Congrès et les partis de gauche obtenaient avant tout celui des plus basses castes » (p. 1078). Alors que la dernière partie de l'ouvrage est consacrée à l'affaiblissement du clivage classiste au sein des sociétés européennes et américaines, l'Inde sert de contre-exemple témoignant de la possibilité de trajectoires alternatives. Cette dynamique de renforcement du clivage classiste en Inde des années 1970 jusqu'à la fin des années 2000, renforce l'idée d'une trajectoire historique à contretemps de celle des démocraties libérales occidentales. Cette dimension classiste ne doit néanmoins pas être surestimée, tant il existe une forte congruence entre caste et classe en Inde[3] et Piketty souligne bien qu'il existe un effet propre de la caste dans la structuration des oppositions politiques. Cette dimension « castéiste » est notamment liée au fait qu'en Inde la redistribution ne s'opère pas majoritairement sur la base du revenu, mais plutôt sur la base de l'appartenance de caste, au travers des politiques de quota dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la fonction publique et des sièges électoraux.

Dans un tel contexte, le parti de hautes castes du BJP a donc fait le choix du durcissement du clivage religieux opposant hindous et musulmans afin d'élargir sa base électorale et de réunir le soutien des basses castes. Sa stratégie a en effet été guidée par l'idéologie de l'Hindutva (l'« hindouité »), soit un suprématisme ethnique et religieux hindou, reposant sur la défense de trois principes fondateurs : une nation hindoue, une race (*jati*) hindoue et une civilisation hindoue.

Modi étant parvenu à imposer électoralement son projet d'une « purification » de la nation hindoue, la politique indienne s'est ainsi retrouvée prise dans « le piège social-nativiste » qui construit une nouvelle opposition entre partis sécularistes et partis favorisant le projet de l'hindutva (p. 1085-1089). Les dynamiques électorales indiennes viennent ainsi appuyer l'argument de l'ouvrage selon lequel « les clivages électoraux sont construits historiquement et politiquement en fonction des stratégies de mobilisation utilisées » (p. 1082-1083) : ceux-ci évoluent vers une dimension plus ou moins classiste ou plus ou moins identitariste, au gré des changements politico-idéologiques du pays.

---

[2] La coalition de classe nécessaire au modèle de socialisme nehruvien – ou, pour être plus précis, de capitalisme nehruvien - n'est donc pas négociée dans le cadre d'un système multipartiste fort mais plutôt au sein même du parti, qui se place dans une position d'arbitrage entre travailleurs et industrie, en tentant de contenir l'influence du parti communiste indien (CPI), alors deuxième parti du pays.

[3] Jules Naudet, « Caste and Class » in *Handbook of Caste* (edited by Surinder Jodhka and Jules Naudet), Oxford University Press, 2021 (à paraître).

Si les mérites du travail de Piketty soulignés ci-dessus ne font aucun doute, nous souhaiterions néanmoins formuler deux réserves quant au récit qu'il propose.

La propriété effacée par la caste

Comme le rappelle d'emblée Piketty, « chaque idéologie inégalitaire repose sur une théorie de la frontière et une théorie de la propriété » (p. 17). Si Piketty s'efforce, au travers de ses discussions du castéisme et de l'islamophobie, de dessiner les contours de la théorie indienne de la frontière (i.e. « qui fait partie de la communauté humaine et politique à laquelle on se rattache », p. 17), il n'articule pas ces réflexions à la trajectoire historique singulière de la théorie de la propriété en Inde, une trajectoire qui a pourtant elle aussi été modelée par le fait colonial. Piketty semble ainsi tomber dans le piège consistant à n'appréhender l'Inde qu'à partir de ses aspects les plus singuliers – et donc les plus intrigants, à savoir la question de la caste et de la religion.

Son analyse de ces deux institutions aurait pourtant gagné en force si elle avait aussi mobilisé la riche littérature sur la question de la propriété. Cela lui aurait notamment permis de renforcer son analyse du poids explicatif du colonialisme dans la trajectoire indienne, en montrant comment les Britanniques ont « inventé » la propriété en Inde. Les historiens, et aussi quelques économistes comme Abhijit Banerjee et Lakshmi Iyer[4], ont en effet montré qu'à partir du moment où les Britanniques obtiennent le privilège de lever un impôt sur la production agricole, soit sur une période démarrant, selon les provinces, de 1765 à 1856 et s'achevant avec le départ des britanniques en 1947, ils ont imposé différents types de taxation du revenu terrien, dont on peut distinguer trois formes principales.

La première était le système *zamindari*, qui consistait en l'attribution du rôle de collecteur à des seigneurs (*zamindars*) chargés de collecter l'impôt auprès des paysans locaux. Les Britanniques consentent ainsi à les considérer comme propriétaires terriens et ce système institue une situation de néo-féodalisme. Dans la seconde forme, le système dit *ryotwari*, le paysan (*ryot*), dont les droits de propriété étaient reconnus par un contrat écrit, versait directement l'impôt à l'État colonial. Dans la troisième forme, le système *mahalwari* consistait en la perception de l'impôt auprès d'une entité collective à l'échelle du village, et la propriété du sol était généralement attribuée à une collectivité villageoise, le plus souvent issue d'une caste dominante.

Le choix d'un système plutôt qu'un autre était généralement lié aux préjugés collectifs ou individuels des colonisateurs quant à la meilleure façon de concilier maximisation de la levée d'impôt et préservation de l'équilibre social local, préjugés qui les conduisaient souvent à des

[4] Banerjee, Abhijit, and Lakshmi Iyer. "History, institutions, and economic performance: The legacy of colonial land tenure systems in India." *American economic review* 95.4 (2005): 1190-1213.

interprétations erronées des configurations locales. Leurs choix étaient pourtant lourds de conséquences et ont contribué à modeler les structures inégalitaires, avec des effets qui continuent à se faire sentir aujourd'hui tant en termes d'inégalités qu'en termes de productivité[5].

Par ailleurs, il est aussi possible de s'interroger sur la façon dont les structures de propriété des firmes se sont développées dans la rencontre entre des formes organisationnelles européennes, diffusées notamment jusqu'en 1857 par le poids écrasant de la *Compagnie britannique des Indes orientales*, une société par actions cotée à la bourse de Londres, qui détenait le monopole de la navigation et du commerce et avait des pouvoirs quasi-étatiques sur les territoires qu'elle contrôlait[6], et les formes plus indigènes de la propriété. Ces dernières seront ainsi reconnues à l'indépendance au travers des *Hindu Personal Laws* qui affirment la légitimité du *Dayabhaga* et du *Mitakshara* — les deux formes de propriété du droit coutumier hindou, notablement discriminantes à l'égard des femmes. Le droit indien permet aussi, à travers l'institution de la *Hindu Undivided Family* (HUF)[7], la propriété familiale des entreprises et des biens. Cette institution, particulièrement répandue au sein des castes marchandes, offre en outre des exemptions fiscales considérables, desquelles sont exclues de fait les minorités non-hindoues (musulmans et chrétiens). Cette inégalité face à la propriété dont sont victimes les femmes, les basses castes et les minorités religieuses montre donc qu'en Inde la théorie de la frontière et celle de la propriété sont étroitement imbriquées l'une dans l'autre et ne peuvent pas être pensées indépendamment. À ce titre, il est regrettable que Piketty ne pense l'idéologie inégalitaire en Inde qu'à partir du seul versant de « la frontière », ce qu'il ne fait pas pour d'autres cas étudiés.

Comparatisme systématique ou comparatisme sélectif ?

L'absence de réflexion sur la question de la propriété n'est en outre pas sans lien avec la stratégie comparative mobilisée pour objectiver les différentes trajectoires des régimes inégalitaires. Tout au long de l'ouvrage, son approche est en effet traversée par une tension permanente entre comparaison systématique et approche par cas[8]. S'il mobilise les avantages de l'approche monographique pour faire sens de certains cas comme celui de l'Inde, il n'en demeure pas moins conscient de la force argumentative qu'offre le fait de pouvoir passer systématiquement certains indicateurs au crible de tous les pays. C'est par exemple ce qu'il fait en comparant le poids numérique du clergé ou de l'élite militaire dans toutes les sociétés dites « ternaires », ce qui l'amène notamment à souligner que, « du point de vue des effectifs des deux plus hautes classes, l'Inde et l'Espagne apparaissent finalement plus proches l'une de l'autre que la France et l'Espagne, ce qui suggère peut-être que les oppositions radicales parfois établies

[5] Banerjee et Iyer, *op. cit.*
[6] Erikson, Emily. *Between Monopoly and Free Trade: The English East India Company, 1600–1757*. Vol. 1. Princeton University Press, 2016.
[7] Das Gupta, Chirashree, and Mohit Gupta. "The hindu undivided family in independent India's corporate governance and tax regime." *South Asia Multidisciplinary Academic Journal* 15 (2017).
[8] Passeron (J.-C.), Revel (J.), dir, Penser par cas, Paris, Presses de l'EHESS, 2005.

entre les différentes essences civilisationnelles, culturelles et religieuses (les castes indiennes jouant souvent le rôle de l'étrangeté absolue dans le regard occidental, quand elles ne sont pas considérées comme le symbole du goût immodéré de l'Orient et du despotisme occidental pour l'inégalité et la tyrannie) sont en réalité moins importantes les processus sociopolitiques et institutionnels permettant de transformer les structures sociales » (p. 79).

Il est donc dommage que ce travail de comparaison systématique n'ait pas amené Thomas Piketty à s'interroger davantage sur les similitudes et les différences du rôle joué par une institution comme la caste par rapport à d'autres institutions comme celles de la race, de l'ethnie ou de la religion dans la production des inégalités. Ce travail de comparaison systématique lui aurait sans doute permis d'apporter une contribution précieuse aux réflexions ouvertes par Charles Tilly[9] sur les « différences catégorielles » produisant des « inégalités durables », réflexions prolongées plus récemment par Loïc Wacquant[10], Andreas Wimmer[11] ou Rogers Brubaker[12]. En l'état des réflexions, il reste difficile de situer la caste, une institution qui ne peut en aucun cas se résumer à une simple expression de la tripartition fonctionnelle, par rapport à ces autres formes d'assignation statutaire[13], et donc de saisir pleinement le caractère plus ou moins singulier de la trajectoire indienne.

On peut ainsi regretter que Piketty n'ait pas cherché plus activement à articuler les moments de son ouvrage les plus centrés sur les singularités d'un pays ou d'un autre avec un traitement comparatif systématique des questions identifiées en introduction. Son ouvrage n'en aurait été que plus convaincant, et nul doute qu'il aurait alors pu relever d'autres singularités des trajectoires inégalitaires que celles qu'il met en lumière ou, à l'inverse, qu'il aurait pu souligner d'autres régularités transnationales dans la justification des inégalités[14]. Thomas Piketty est conscient de tout le travail qu'il reste à accomplir et, malgré le caractère monumental de *Capital et Idéologie,* il ne le voit, avec raison, que comme « une minuscule étape dans un vaste processus d'apprentissage collectif » (p. 26). Souhaitons donc que la voie qu'il a ouverte inspire de nombreux travaux de comparaison internationale dans les années à venir !

Publié dans laviedesidees.fr, le 9 novembre 2020.

[9] Tilly, C. (1998). *Durable inequality*. Univ. of California Press.
[10] Wacquant, Loïc. 1997. "For an Analytic of Racial Domination." Political Power and Social Theory 11: 221-34.
[11] Wimmer, A. (2013). *Ethnic boundary making: Institutions, power, networks*. Oxford University Press.
[12] Brubaker, R. and Fernández, M. (2019), Cross-domain comparison and the politics of difference. *Br J Sociol*, 70: 1135-1158.
[13] Sur ce sujet, voir l'introduction du *Handbook of Caste* (edited by Surinder Jodhka and Jules Naudet), Oxford University Press, 2021 (à paraître).
[14] Pour une comparaison systématique des justifications de la pauvreté par les habitants des beaux quartiers de Paris, São Paulo et Delhi, voir le chapitre 4 de Serge Paugam, Bruno Cousin, Camila Giorgetti, Jules Naudet, *Ce que les riches pensent des pauvres*, Paris : Le Seuil, 2017.